



les nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

Numéro 778 - 20 Janvier 2005

Prix : 0,38 €

**Toute l'équipe
des «Nouvelles»
vous présente
ses meilleurs vœux
pour cette nouvelle année.**

**Quelle soit porteuse de succès dans votre vie
personnelle et dans vos initiatives pour ouvrir
la voie à une société plus juste et plus humaine**

**Appel
à la solidarité
envers
les victimes
de la catastrophe
de l'Asie
du Sud
Est**

Vite lu



Vous trouverez dans ce premier numéro de l'année 2005, une interview du Secrétaire de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français, Michel RICA qui répond à nos questions sur les enjeux politiques de l'année qui débute ? Comme à l'habitude, maintenant, nous reviendrons sur le contenu du projet de traité constitutionnel avec à l'ordre du jour les questions sociales telles que sont abordées par les rédacteurs du texte. Notre avant dernière page nous fera voyager au travers de notre département en compagnie des élus communistes et républicains. Enfin page 8, vous pourrez confondre vos réponses avec celles que nous publions dans le cadre de notre jeu " la vigne et le vin " et ainsi savoir si vous faites partie de nos nombreux gagnants. Cette 778^{ème} parution " des Nouvelles de Loire Atlantique " est la dernière de l'actuelle formule. Dès le prochain numéro, le 3 février 2005, vous pourrez faire connaissance avec la nouvelle maquette, totalement remaniée et réalisée en partie, grâce à vos avis et réflexions. En attendant nous vous souhaitons bonne lecture à tous.

● D'urgence, un monde d'humanité

La tradition veut qu'en ce début d'année, on s'échange les meilleurs vœux. La direction départementale du PCF tient à vous présenter, à toutes et à tous, les siens. Mais la fin de l'année 2004 et les premiers jours de 2005 auront été marqués par les terribles images de la catastrophe survenue dans le Sud Est asiatique. Des dizaines de milliers de morts et de disparus que l'homme aurait tort de n'imputer qu'à la seule fatalité. Comment ne pas imaginer que les conséquences n'auraient sans doute pas été aussi lourdes si ce " tsunami " n'était pas intervenu dans une région de la planète marquée par la manière dont le capitalisme laisse une partie de la population mondiale dans la plus extrême pauvreté. L'immense élan de solidarité qui s'est déployé, souligne avec plus d'ampleur encore, le cynisme des multinationales du tourisme dont la bourse n'est nullement touchée par le séisme ou des dirigeants de la Banque mondiale qui proposent d'appliquer un moratoire à la dette des 5 pays les plus touchés (32 milliards de dollars par an) ! L'efficacité ne saurait être de rééchelonner la dette mais de l'annuler purement et simplement ! Dans ce monde soumis au diktat d'un capitalisme apatride, les exigences de paix, de justice, de solidarité résonnent comme une urgence. C'est le sens du combat de toutes celles et tous ceux, au premier rang desquels les communistes, qui opposent à la mondialisation du désordre et du malheur, une mondialisation de la solidarité. C'est pourquoi le PCF forme des vœux pour que 2005 soit une année militante et de luttes, une année engageant l'Europe sur une autre voie que celle de la soumission au capitalisme.

**En bref
retro 2004**

Dur, Dur...

L'année ne commence pas de la meilleure façon pour la droite qui prend une magnifique gamelle à la première occasion c'est-à-dire lors des élections cantonales et régionales. Pas un ministre de l'équipe de l'homme de Matignon n'en réchappe même pas son locataire qui voit " sa région " passer à gauche. Historique diront les commentateurs qui n'ont pour se mettre sous la dent que l'Alsace qui reste en bleu et pour d'autres raisons, la Corse.

200 ans après

Il aura fallu attendre plus de deux siècles pour que le département de Loire-Atlantique change de couleurs. C'est ainsi que les élections de mars 2004 ont apporté une majorité de gauche dans l'enceinte départementale. Pour la première fois, un Conseiller général communiste, Jean Louis LE CORRE devient Vice-président de l'Assemblée.

Traversons la Loire

Situation similaire à l'Hôtel de région qui voit " ses locataires historiques " déménager pour laisser la place à une nouvelle équipe dans laquelle on retrouve trois Conseillers régionaux communistes de Loire-Atlantique dont Gilles BONTEMPS qui devient Vice-président de l'Assemblée. Des coups à faire pâler n'importe quel ministre de l'éducation et dans le cas d'espèce, François FILLON sévèrement battu sur ses terres.

Et pendant ce temps là...

La droite joue avec le feu. Si l'hôte de Matignon, le battu de Poitou Charente, voit sa côte de popularité continuer à dégringoler sans discontinuer, il poursuit toutefois sa politique de remodelage de la société française. On vend les bijoux de famille à tour de bras passant de privatisations en privatisations, sans oublier de passer à la moulinette acquis et droits. La sécurité sociale est en première ligne, comme les 35 heures ou le code du travail.

Je jubile...

Seul satisfait de cette situation, Ernest Antoine SEILLERE, le Baron du MEDEF n'en finit pas néanmoins de crier à qui veut l'entendre qu'il n'est pas écouté, qu'il n'est pas entendu d'un gouvernement qui l'oublie. Il est vrai que la méthode " COUET " ça existe la preuve... Mais souvenons-nous de l'accolade entre le premier responsable du gouvernement et son homologue du MEDEF lors des Assises du patronat... Si ça ce n'est pas de l'amour alors qu'est ce que c'est...

Triste bilan

La fin d'année s'approchant, comme maintenant depuis de très nombreuses années, les associations caritatives s'appêtent à donner aux plus défavorisés un peu de bien être et d'affection. Dans un pays riche, où la bourse progresse de près de 8% sur un an, des femmes et des hommes meurent de faim et de froid. Tous les responsables d'associations tirent la même sonnette d'alarme : il y aura cette année plus de personnes en difficulté que l'année dernière parmi lesquelles des jeunes, des retraités, des salariés précaires... Voilà le résultat d'une politique, celle du libéralisme et de l'argent roi.

De vous à moi

Turbulences



Après le sacre du petit Nicolas 1er, la famille CHIRAC ne sait plus trop sur quel pied danser avec sa progéniture. Rendez-vous compte, même pas un brin de reconnaissance, un ingrat au premier degré. C'est vrai, souvenons-nous, il n'avait pas été gentil avec eux déjà il y a quelques années à l'occasion des élections présidentielles où il avait été se nicher au palais de Balladur. Mais là, il exagère. Il peut bien dire un petit mot à Bernadette au Bourget pour amuser la foule, si c'est pour, dans le même temps faire un croche pied au chef, là, ce n'est pas bien, pas bien du tout.

Eux qui ont tout fait pour qu'il monte dans l'échelle sociale, eux, qui l'ont chouchouté, dorloté, amené sur un plateau. Le voilà maintenant qu'il veut prendre la place du calife, presque lui voler...

Mais à regarder de plus près, rien n'est joué, car le chef a de l'expérience dans le domaine. Comment dit-on déjà ? Oui, il sait faire parce

qu'il a fait. Et peut être rajouter en l'espèce que ce n'est pas aux vieux singes que l'on apprend à faire la grimace, avec bien entendu tous les respects dus à la fonction.

Dans cette affaire me direz vous, il y a, c'est évident, un débordement d'ambitions personnelles de l'ancien ministre des finances qui est sur le point d'éclater d'orgueil, comme CHIRAC a eu en son temps en s'emparant de la direction du RPR. Mais, conclure en disant qu'il est facile et certain de recommencer l'histoire quelques 20 ans après ... il n'y a vraiment rien d'évident et d'assuré.

Je finirais ce bref propos sur le besoin de nouvelles perspectives politique dans notre pays car, CHIRAC, non merci on a déjà donné mais Sarko, non, surtout pas, je n'ai vraiment pas envie de donner.

Y.C.

La moitié des enfants du monde en péril : un rapport terrible de l'UNICEF

Plus d'un milliard d'enfants "souffrent de privations extrêmes liées à la pauvreté, à la guerre, au sida", souligne le rapport de l'UNICEF rendu public sous le titre Enfance en péril.

Faisant référence à la Convention de 1989 relative aux droits de l'enfant, une responsable de l'agence de l'ONU déclare: " Lorsque la moitié des enfants du monde grandissent en ayant faim et en mauvaise santé, lorsque les écoles sont prises pour cibles et que des villages entiers se dépeuplent à cause du sida, nous n'avons pas tenu nos promesses prises en faveur de l'enfance ".

L'UNICEF a établi une liste de " sept privations de base " qui hypothèquent l'avenir des enfants. À partir de ces paramètres, les chiffres donnent le vertige : 90 millions d'enfants souffrent de " graves privations alimentaires " et 270 millions ne bénéficient pas de soins de santé. 640 millions d'enfants n'ont pas de logement adéquat, 400 millions n'ont pas accès à l'eau salubre. 500 millions n'ont pas accès à des installations sani-taires. Et il est plus inquiétant encore " de constater qu'au moins 700 millions d'enfants souffrent d'au moins deux privations

de ce type ". À la limite, on en arrive à ce chiffre démentiel : l'espérance de vie pour un bébé né en Zambie est de trente trois ans !

La pauvreté ne se limite pas aux seuls pays en développement. Dans onze pays industrialisés étudiés, " la proportion d'enfants vivant dans des ménages à faible revenu, a augmenté au cours des dix dernières années ". En France, un million d'enfants vivent dans une famille dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté défini par l'INSEE, soit 8% de la population infantile française.

Solidarité Urgence Asie

Les Nouvelles de Loire-Atlantique vous invitent à participer à l'initiative prise par l'Humanité et le Secours Populaire Français, en aide aux populations d'Asie.

NOM Prénom.....

Adresse

Je verse€

Règlement par chèque à l'ordre du Secours Populaire, à retourner à l'Humanité "Solidarité Urgence Asie" • 32 rue Jean-Jaurès – 93528 Saint-Denis Cedex



Le saviez-vous ?

Le texte sur le projet de constitution qui comporte quelques 448 articles a du mal à trouver ses mots ou plus justement, certains mots. C'est ainsi que nous ne retrouvons pas une seule fois le mot " retraite " qui, peut-être, hante son rédacteur GISCARD D'ESTAING. Guère plus de chance en ce qui concerne le terme " service public " utilisé 1 fois seulement. Quant aux mots magiques de ce projet de constitution, notons sur la plus haute marche " banque ", cité 178 fois, " marché " utilisé 78 fois et " compétitivité " employé 6 fois. J'oubliais, le terme " droit au travail " ne figure également pas dans le dictionnaire du concepteur du projet. Tout le monde n'a pas les mêmes lectures...

Si, l'ensemble des 25 pays de l'Union décidait d'adopter le traité, pour combien de temps serait-il règle d'or des états ? Pour autant de temps qu'il faudrait aux pays de l'Union à obtenir l'adhésion de tous sans exception sur d'éventuelles modifications. Les obligations contenues dans l'article IV-445 rendent impossible à un pays de bouger seul quoi que ce soit au texte. Il faut l'unanimité des 25 pays. C'est cela qui faisait dire à GISCARD D'ESTAING en d'autres termes certes mais sur le fond " avec mon projet, vous en prenez au moins pour 50 ans "...

ATTAC dit "non" à la constitution.

A l'issue d'une consultation interne, le mouvement ATTAC s'est prononcé sans aucune ambiguïté contre le projet de constitution et appelle à voter en ce sens lors du référendum.

C'est en effet à une très large majorité que les quelques 12 609 militants altermondialistes qui ont pris part au vote, se sont exprimés contre le texte puisque 84% ont dit " non ", 10,8% ont voté pour et 5,2 se sont abstenus.

Une autre question était posée aux adhérents d'ATTAC : Fallait-il donner une consigne de vote en vue du référendum ? La réponse est également très nette puisque 72% d'entre eux ont répondu " oui ". " Nous sommes maintenant fin prêts pour la mère de toutes les batailles, celle du " non " au référendum de ce printemps " a lancé aux militants le Président de l'Association, avant de conclure que cette consultation donnait une légitimité absolue à la position prise.

Le projet de constitution : Le social : Parlons-en !

Certains défenseurs du projet constitutionnel ont porté l'essentiel de leur argumentation sur l'aspect social du texte, précisant qu'il permettait d'obtenir une base commune pour l'ensemble des salariés de tous les pays dans le domaine social.

A la lecture de ce dernier, on peut douter de l'argumentation développée notamment par les défenseurs du "oui" côté socialiste qui semblent confondre "déclarations de bonnes intentions" et "véritables ouvertures sociales", clairement définies et concrètes.

C'est ainsi qu'aucun élément précis ne vient gommer ou supprimer les différences importantes qui existent entre les statuts sociaux dans les différents pays de l'Union. Rien sur les questions de la protection sociale, rien sur les minima garantis de revenus, rien sur les questions de retraites, de temps de travail, de règles générales concernant les droits des travailleurs à l'exemple du code du travail dans notre pays, de protections et de droits des chômeurs... Le texte reste sur des généralités tirées par le bas qui n'apportent aucune garantie nouvelle pour les salariés.

D'ailleurs pouvait-il en être autrement, quand le projet constitutionnel commence par "la mise en œuvre d'une société libérale unique dans l'Union, doit se traduire par une politique sociale soumise au marché, à la libre concurrence où les salaires et acquis sociaux ne peuvent être un frein à son développement et à son économie".

Regardons le texte en prenant quelques exemples.

" Toute personne, nous dit l'article II 75, a le droit de travailler et d'exercer une profession librement choisie ou acceptée "

" Toute personne, précise ensuite l'article II 75 2, ou tout citoyen de l'Union a la liberté de chercher un emploi, de travailler, de s'établir ou de fournir des services dans tout Etat membre "

C'est là le " bien minimum vital " au-delà duquel le législateur ne pouvait pas aller plus bas, car, à aucun moment la question du droit à l'emploi n'est précisé, on parle d'ailleurs du droit à travailler ce qui n'est pas la même chose.

Plus loin, dans le titre III nommé " Egalité ", plusieurs grands chapitres sont cités : l'égalité entre les hommes et les femmes, les droits des enfants, des personnes âgées, des handicapés... mais à aucun moment on ne fait état de droits, de minima mais seulement de généralités qui confortent les situations actuelles d'inégalités qui existent en Europe et qui pèseront sur les acquis obtenus dans un certain nombre de pays de l'Union.

Le titre IV traite des droits et conditions sociales.

Qu'il s'agisse de la question des négociations collectives, des conditions de travail, de la protection des enfants, de la protection sociale, de la santé ou autres sujets, là encore le texte reste volontairement vague et emploie des terminologies qui en disent long sur les volontés réelles du législateur.

C'est ainsi qu'on parle du droit de travailler, ce qui est un recul sur notre constitution française de 1958 qui parle elle, de droit à l'emploi, ou quand on cite le droit de recours contre des licenciements injustifiés ce qui est en contradiction avec notre code du travail qui prévoit par les Conseils des Prud'homme, la possibilité à chacun de contester une décision patronale

Enfin plus grave encore, on perpétue avec ce texte les scandales de notre siècle notamment avec le travail des enfants. En effet, en écrivant comme le fait l'article II 92 " Le travail des enfants est interdit. L'âge minimal d'admission au travail ne peut être inférieur à l'âge auquel cesse la période de scolarité obligatoire, sans préjudice des règles plus favorables aux jeunes et sauf dérogation " on perpétue d'une façon légale le travail des enfants comme cela se passe aujourd'hui en Grande Bretagne, au Portugal et dans d'autres pays de l'Union notamment à l'Est.

Quelques conclusions

On peut à tout moment dans le texte comparer l'écart qui est donné entre les garanties accordées aux travailleurs et celles données au patronat. On parle de licenciement mais pas de formation, de garanties pour les salariés privés d'emploi. On parle de liberté de travailler mais pas de droit à l'emploi. On parle d'une aide au logement mais



pas du droit au logement. L'ensemble du texte sur les droits sociaux est géré par le sacro saint marché, par la libre concurrence qui permettra demain à des patrons de faire travailler, dans n'importe quel pays de l'Union, des salariés sous le statut du pays où est situé le siège de l'entreprise. On peut ainsi facilement imaginer l'amplification de ce que l'on avait connu aux Chantiers de l'Atlantique à une époque avec les salariés venus de différents pays.

En fait de chapitre social, ce projet de constitution donne au patronat européen de nouvelles règles pour écraser les droits et les acquis des salariés à travers toute l'Europe sans pour cela à aucun moment faire état de la possibilité de les faire progresser.

Budget départemental

Jean Louis LE CORRE :
**"C'est l'esprit de reconquête
 qui doit nous animer !"**

" 8% c'est beaucoup, c'est trop ! " a commenté le Conseiller général, après l'examen du projet de budget départemental pour 2005. C'est trop car "il ne s'agit malheureusement pas d'un accident. Notre handicap est structurel. Le libéralisme, par essence, vise à transférer les charges sur les individus et à capter la maigre épargne des salariés en brisant les solidarités. " Le refus d'une réforme en profondeur de la fiscalité locale qu'illustrent les débats sur la Taxe Professionnelle constitue, pour l'élu départemental, un énorme obstacle à l'autonomie financière et l'indépendance de décision de l'Assemblée.. En dépit de ses réserves, Jean-Louis LE CORRE s'est déclaré solidaire du projet de budget tout en appelant à la résistance et à l'action avec les habitants. " Comment construire, sans solliciter celles et ceux qui veulent une alternative plutôt qu'une alternance, c'est l'esprit de reconquête qui doit nous animer ! Nous n'irons pas dans le mur si nous savons proposer une alternative de transformation sociale construite avec nos concitoyens. "

Logement social

Christian PELLOQUET :
"Construire, c'est une obligation"

Christian PELLOQUET est élu à Couëron, où l'on compte 500 demandeurs de logements alors que près de 17% de logements sociaux ont été construits sur le territoire de la commune et que de nouveaux projets sont en cours. Il a précisé, lors de la dernière séance de Nantes Métropole que, confronté à une telle pénurie, il ne pouvait se satisfaire que des élus de la communauté urbaine comme M. DEJOIE affirment publiquement préférer que Nantes Métropole paie des pénalités plutôt que d'atteindre les 20% de logements sociaux prévus par la loi SRU. " Cette loi n'est pas un choix qui nous est proposé mais bien une obligation " a rappelé le Conseiller communautaire avant de demander que " des mesures coercitives soient mises en place au niveau de l'Etat, et au sein de notre communauté afin de ne pas pénaliser les communes qui respectent les engagements communs ".

Nantes Métropole

Budget : Faire payer les entreprises.

Nantes Métropole ne fait pas exception à la règle, la loi de décentralisation étrangle toutes les collectivités territoriales. Plutôt que de limiter les investissements, l'Assemblée, lors de l'examen du projet de budget, a choisi d'agir sur les recettes. Les élus communistes se sont félicités de la proposition de faire évoluer le taux de la taxe professionnelle de +1,5 % en le portant ainsi au taux maximal possible, compte tenu du taux moyen de la fiscalité des ménages. A l'heure où un certain nombre de collectivités choisissent d'augmenter en priorité les taux de leurs taxes foncières, et des taxes d'habitation, il leur paraît équitable que la pression fiscale porte aussi sur les entreprises. De la même façon, ils partagent la proposition de porter le Versement Transport au taux maximum de 1,80 %. Ils avaient l'an passé pointé le manque à gagner de 2 millions et demi d'euros que représentait alors, la décision de plafonner ce versement à 1,75 %.

Quand les médias s'affolent

Les postes de télévision de la région nantaise se voient gratifiés d'une nouvelle chaîne locale ouverte à grand coup de publicité depuis quelques semaines sur le canal 47. On nous annonce pour le premier semestre, à l'image des grandes métropoles françaises, " notre quotidien gratuit ", 20 minutes. Tout irait donc si bien dans le paysage médiatique français ? Non pourtant, comme nous l'écrivions dans une précédente édition des Nouvelles, la presse se porte mal et particulièrement la presse écrite qui au regard de " Libération " ou du " Monde " doivent faire appel à des financiers extérieurs pour assainir leurs finances, de l'Humanité qui n'en finit pas de souffrir pour boucler ses fins de mois...

Mais malgré tout cela, des investisseurs n'hésitent pas à se lancer. C'est ainsi que le groupe Socpresse, déjà propriétaire de Presse Océan et du Télégramme pour la presse écrite régionale locale, mais aussi entre autres du FCNA se lance dans l'aventure en se portant à hauteur de 49% propriétaire de la nouvelle structure télévisuelle sans, dans le même temps donner des garanties sur l'avenir et sur sa stratégie à moyen terme. D'aventures en aventures, n'allons-nous pas assister



dans les temps prochains à de nouvelles redistributions des cartes dans notre région. L'annonce de l'arrivée de " 20 minutes " rapidement maintenant ne va t'elle pas précipiter ces nouvelles répartitions ? Ce sont autant de questions aujourd'hui sans réponses précises mais qui pourraient rapidement faire la Une de notre actualité locale.

Hommage à Gaston Jacquet



A l'initiative des retraités CGT de la métallurgie nantaise, une centaine de militants étaient réunis à la Maison des syndicats pour inaugurer la salle Gaston JACQUET en mémoire au regretté militant qui nous a quittés, il y a 7 ans déjà. Pour le syndicat des retraités, Gaston AUFFRET a dans son allocution, rendu hommage à celui qui durant plusieurs décennies a dirigé les

destinées de l'Union locale des syndicats CGT de Nantes et de l'Union départementale, rappelant certaines périodes fortes et notamment les grandes grèves de 1936 auxquelles Gaston participa en tant que dirigeant, mais aussi les périodes sombres des divisions syndicales. Yannick CHENEAU était également partie prenante de cette inauguration, invité par ses camarades en tant que responsable de la Fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste. Il devait rappeler le militantisme de Gaston JAC-

QUET qui, dirigeant syndical était également un dirigeant communiste de premier plan puisqu'il fut au début des années 1950, élu municipal à Nantes et de nombreuses fois, candidat à diverses élections cantonales et législatives notamment en 1958 en pleine période de l'OAS. Comment, devait rappeler Yannick CHENEAU, ne pas évoquer Gaston pour sa clairvoyance politique, son attachement jusqu'au bout à son Parti et à son syndicat et sa gentillesse presque légendaire qui faisait de lui un homme apprécié et écouté. Le pot fraternel qui clôtura, cette sympathique initiative, permit aux militants présents de se parler de ces temps, pas si lointains où ils militaient ensemble pour une vie meilleure.

BANQUET DE LA FEDERATION
Vendredi 4 février Salle de l'Estuaire à COUERON

2005 : l'engagement des communistes de Loire-Atlantique
Interview de Michel RICA, Secrétaire de la Fédération du PCF

NLA : L'année 2004 a été une année riche au plan politique. Quel bilan pour le PCF en Loire-Atlantique en tires-tu ?

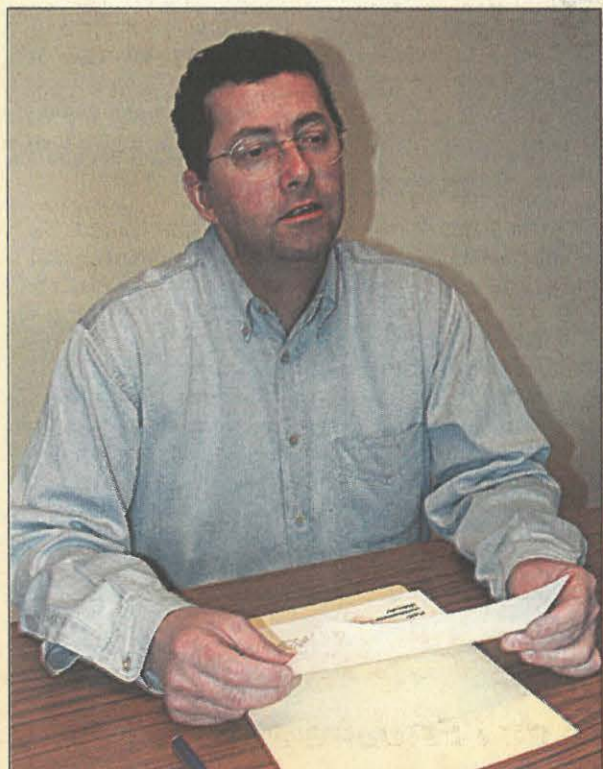
Michel RICA : Je voudrais tout d'abord évoquer le contexte social de 2004. Nous avons connu au cours de l'année écoulée une aggravation importante des coups portés par la droite au pouvoir et le patronat, aux fondements même de notre société



solidaire et dans cet objectif, toutes les avancées sociales et démocratiques sont mises en coupe réglée. Mais dans le même temps, le rejet de cette politique grandit, les élections du printemps 2004 en ont témoigné. Les communistes ont contribué à porter le débat d'une vraie alternative à gauche. Le récent vote interne du PS sur le projet de constitution européenne traduit l'aiguïsement de ce débat. Les élections régionales, et à un moindre degré, cantonales, ont vu un renforcement de nos positions dans le département avec l'élection de 8 Conseillers régionaux communistes dont 3 pour la Loire-Atlantique. Les récentes cantonales partielles (de Bouaye Rezé sud et Ligné) ont confirmé ce redressement électoral.

NLA – Le référendum sur le traité constitutionnel européen sera le premier grand rendez-vous politique de 2005. Comment les communistes l'aborderont-ils ?

MR : Ce référendum constitue en effet un moment important. Il est en effet, décisif pour mettre en mouvement toutes les



femmes et tous les hommes de gauche qui refusent le diktat libéral et entendent dessiner les contours d'une autre Europe, démocratique et sociale. Notre Fédération départementale est d'ores et déjà engagée dans ce grand débat citoyen en s'inscrivant dans toutes les initiatives de nature à élargir le rassemblement sur le " NON " – de ce point de vue, le vote de 40 % des

adhérents du PS représente un élément nouveau important, nous ne sommes plus dans la situation de Maastricht ! – et en s'engageant dans le déploiement d'une grande activité de terrain impliquant tous les militants communistes. J'ai la conviction qu'un espace politique large existe pour le PCF dans cette bataille.

NLA : 2004 a vu également se réengager le débat sur plusieurs grands dossiers départementaux (franchissement de la Loire, développement portuaire, Notre Dame des Landes...). Quels sont les enjeux pour 2005 ?

MR : Avec Gilles BONTEMPS (Vice-président du Conseil régional) et Jean-Louis LE CORRE (Vice-président du Conseil général) nous avons récemment réaffirmé publiquement notre attachement à ce que ces grands dossiers avancent. C'est d'ailleurs le sens d'une rencontre que nous venons d'avoir avec le Préfet de région. L'enjeu est celui du développement économique de notre département, en particulier de l'estuaire, comme condition du développement humain. Il n'y aura pas d'aménagement équilibré du territoire, d'amélioration de la situation de l'emploi, de développement durable, sans qu'il soit apporté des réponses concrètes aux besoins économiques et sociaux. Le PCF, ses élus poursuivront donc leurs efforts pour qu'en 2005 nous franchissions une nouvelle étape vers la concrétisation de ces projets.



NLA : Comment le PCF en Loire-Atlantique se porte-t-il en ce début 2005 et quelles sont les perspectives de déploiement de son activité ?

MR : Nous connaissons actuellement un mieux, un redressement militant accompagne la reconquête de positions au plan électoral. C'est encourageant. Les récents scrutins ont montré qu'il y a des éléments de confiance pour peu que nous tournions plus résolument encore le Parti vers les gens. Si nous apportons tant d'attention à la structuration de notre organisation, de son activité – dont il ne s'agit pas de nier qu'elle s'est affaiblie ces dernières années – c'est que nous avons la conviction qu'il s'agit d'une condition essentielle pour rassembler et construire avec d'autres, l'alternative politique qu'impose la situation actuelle. C'est le sens des rencontres citoyennes, des forums que nous entendons initier en 2005. L'utilité du PCF, de ses élus, que nous mesurons dans le département à travers les grands dossiers précédemment évoqués, implique la confrontation de nos idées sur le terrain.

Rétro des "Nouvelles" sur l'année 2004

Revenons grâce aux différentes parutions de notre journal " Les Nouvelles " durant l'année qui vient de s'écouler, sur les principaux événements qui ont marqués l'actualité sur notre département tels que nous les avons traités.



Janvier : Election partielle sur le canton de Nozay pour remplacer le Conseiller sortant décédé. C'est notre camarade Didier POTIRON qui sera candidat pour le Parti Communiste. Il maintiendra l'influence communiste sur le canton avec plus de 3% des voix. Au second tour, ce qui a été une petite surprise, c'est le candidat " divers gauche " qui sera élu.

Février : En présence de Patrick LE HYARIC, Directeur du journal l'Humanité, les candidats communistes aux élections cantonales et régionales qui doivent se dérouler

quelques semaines plus tard, sont présentés aux nombreux convives. Une ambiance festive et politique qui augure de l'engagement des militants communiste pour la période qui s'annonce.

Mars : Les élus communistes de Trignac, Jean Louis LE CORRE en tête, fêtent avec les femmes de la commune, la journée internationale des femmes.

Les élections cantonales et régionales amènent une nouvelle majorité de gauche à la région et au Conseil général. Huit communistes sont élus à la région dont 3 en Loire-Atlantique. Gilles BONTEMPS et Jean Louis LE CORRE deviennent respectivement Vice-présidents de la région et du Conseil général.

Avril : Justice pour les recalculés des ASSEDIC. Ils gagnent leur procès et se voient ainsi rétablis dans leurs droits. C'est un camouflet important pour le gouvernement qui doit revoir, en la matière, sa politique sociale.

Mai : Le journal l'Humanité fête ses 100 ans. Différentes initiatives sont organisées sur le département à l'occasion de cet anniversaire.



Saint-Nazaire, tandis que le groupe musical Soldat Louis " met le feu " au Parc paysager, la Fête du journal résonne au rythme des futures élections européennes en présence de Patrick LE HYARIC, tête de la liste sur notre circonscription.

Juin : Les élections européennes ne freinent pas le gouvernement dans ses attaques en règle contre les acquis. C'est au tour de la sécurité sociale de subir une réforme qui met en péril l'une des plus importantes conquêtes de la libération.

Septembre : Une nouvelle fois le stand de la Loire-Atlantique, qui s'est refait une petite jeunesse, connaît le succès. Nombreux sont les visiteurs de la Fête qui s'y arrêtent pour y déguster poissons et crustacés.

Octobre : 63ème anniversaire des Fusillades de Châteaubriant devant une foule recueillie dans la carrière de la Sablière. Le vendredi soir, la veillée au monument des 50 otages avait résonné du souvenir et du devoir de mémoire envers ceux qui, 63 ans plus tôt avaient donné de leur vie pour un monde plus juste et plus humain. Dominique LUCAS qui

représentait le Parti Communiste Français à l'élection cantonale partielle de Bouaye, obtient un résultat extrêmement encourageant en progressant de plus de 2% atteignant même des scores de 18 ou 14%, jamais atteints, dans certains quartiers de Rezé.

Novembre : Alors que les familles de sans papiers se font expulser par les forces police de sur la demande expresse du Maire de Nantes, de la maison des syndicats, les Communistes montent le ton sur les questions des infrastructures dont le département a besoin et particulièrement

Donges Est, le nouveau franchissement de le Loire. Lors d'une conférence de presse, ils interpellent les pouvoirs publics.

Décembre : Les transports en commun nazairien vivent leur plus long conflit de leur histoire. Un mois de grève avec un soutien sans faille des communistes amènera les directions des deux entreprises et le président de la CARENE à négocier et à répondre favorablement aux revendications des salariés. Ce conflit aura été marqué par toute la panoplie de méthodes les plus antisociales employées par le patronat de choc pour faire pression sur les salariés (lettres individuelles aux grévistes, menaces sur les représentants syndicaux, signature d'accord bidon avec une organisation syndicale non représentative, menace de justice...) Quoiqu'il en soit, ils et elles ont gagné, ce qui montre que l'action a encore beaucoup d'avenir .





Nantes

Conseil Municipal : Ariane Henry parie sur la jeunesse

Nantes a décidé la mise en place d'un Conseil nantais de la jeunesse. Ce type de structure découle directement des politiques mises en place par Marie-George BUFFET lorsqu'elle était Ministre de la Jeunesse et des Sports. Les élus communistes ont donc, bien entendu voté la délibération tout en insistant sur la nécessité d'une véritable appropriation de cet espace de construction politique par les jeunes eux mêmes. Ainsi, pour Ariane HENRY " la vraie réussite consisterait à obtenir l'intégration et la participation de ceux qui sont à la marge des structures citoyennes, des déçus des institutions que nous représentons. Inutile de faire de grands discours moralisateurs sur les valeurs de la République à une génération qui connaît massivement la précarité. L'enjeu de l'intégration républicaine aujourd'hui est de permettre aux jeunes d'acquérir une autonomie, de voir leur avis pris en compte et peser dans les choix politiques. Faire le pari de la jeunesse, c'est prendre des risques, et le CNJ peut être ce véritable espace de coproduction et de négociation."

Nantes

Erdre - Porterie Michel RICA demande la concertation avec les riverains :

Au Conseil municipal de Nantes, la création de la ZAC Erdre-Porterie a suscité l'approbation des élus communistes puisqu'il s'agit de maîtriser l'évolution du foncier, de résister à l'évolution anarchique de l'urbanisation et d'apporter des réponses concrètes au besoin criant de logement à Nantes. Pour autant, Michel RICA a rappelé l'exigence forte des élus communistes de concevoir un projet d'aménagement respectueux de la vie des habitants, avec des volumétries d'habitats adaptées, mettant en valeur et prolongeant les qualités du paysage et les relations avec l'Erdre. Pour Michel RICA, les différentes phases d'aménagement doivent faire l'objet d'une démarche concertée avec les riverains sur l'ensemble des problématiques posées.

Nantes

Malakoff Pré-Gauchet : Pour le droit à un beau logement et à un bon emploi

Le Conseil municipal de Nantes a approuvé, le conventionnement entre Nantes et l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, guichet unique destiné à accélérer les programmes de démolition reconstruction issus des lois BORLOO) concernant le projet de rénovation du quartier Malakoff-Pré-Gauchet..

Les élus communistes ont émis un avis favorable car ce conventionnement permet d'avancer dans ce grand projet de ville (GPV) nécessaire à la réhabilitation du quartier. Le vote a donné l'occasion à Raymond LANNUZEL de souligner les désengagements successifs de l'Etat et les limites de l'ANRU. " Les éléments de satisfaction que nous pouvons afficher à l'occasion de ce GPV doivent être relativisés au regard de la situation du logement social et du peu d'empressement de la droite à financer une politique résorbant la situation de crise actuelle... Outre la nécessité d'une politique nationale du logement plus offensive... il nous semble important d'insister sur la nécessité de lier cette politique à une politique de l'emploi et des salaires qui corresponde aux intérêts des populations, notamment les catégories les plus populaires et non à ceux du MEDEF, comme c'est le cas actuellement. "

Saint-Nazaire

Les communistes revendiquent leur différence

On se souvient qu'en novembre, devant l'autoritarisme du maire qui voulait, sous peine de représailles, une gauche en rang d'oignons et le petit doigt sur la couture du pantalon, les Communistes avaient quitté la séance du Conseil municipal. Christian SAULNIER est revenu sur le sujet en fin d'année précisant que pour lui le vote de la gauche rassemblée ne saurait être " un vote gris où tout le monde doit en rabattre ". Le Président de groupe a tenu également à préciser que sur des questions comme le contrat de ville ou le conflit de la STRAN... " les Communistes ne font pas entendre leur différence par plaisir " mais parce qu'ils sont persuadés " que la gauche gagne quand elle reste elle-même ".



Saint joachim

La ville solidaire avec les STRAN



Tenue trois jours avant le réveillon de Noël, l'Assemblée locale de la commune de Brière a donné l'occasion à Jean-Yves ROMAND de demander une subvention de solidarité de 1000 euros pour les salariés de la STRAN et de la STRVN qui venaient de mettre fin à un conflit long de 29 jours. " Les plus de 30 000 euros et les 5000 signatures recueillis pendant la grève témoignent de la popularité d'un mouvement que beaucoup d'usagers et de salariés ont soutenu par procuration " précisait le maire adjoint communiste demandant qu'on aide les salariés et leurs familles qui se verront retirer 20 jours de salaire sur leurs fiches de paye. Nous leur devons beaucoup, assura-t-il car l'écho de leur lutte et de leur victoire se fera " entendre longtemps entre les murs de la CARENE, à Saint-Nazaire et dans la Brière ".

Jean Louis Le Corre plus combatif que jamais

Franchissement de la Loire, Chantiers de l'Atlantique L'élu revient sur les dossiers.

Précisant qu'il faut créer les conditions pour contraindre l'Etat à participer aux financements, Jean Louis LE CORRE, a appelé ses collègues du Conseil général, qu'ils soient de droite comme de gauche à " l'unité " autour du franchissement de l'estuaire, de l'extension du Port à Donges Est et du projet d'aéroport à Notre Dame des Landes. " Nous devons être actifs, exigeants et ne pas prendre de retard ... ne laissons pas assombrir l'avenir de notre territoire. " a déclaré l'élu départemental avant de parler de l'avenir des Chantiers de l'Atlantique : " Avec en main 21,5% du capital, l'Etat français se doit de contribuer à réorienter la stratégie du groupe Alstom. L'absence de volonté d'élaborer une politique industrielle qui diversifie la construction de navires ne peut que conduire dans une impasse " a-t-il affirmé.

Services Publics

La Poste : ce trait d'union entre les gens.

Le Conseiller général communiste a proposé de soutenir, les élus démissionnaires de la Creuse et de l'Ardèche, engagés dans un bras de fer contre une nouvelle vague de suppressions des services publics et notamment de bureaux de Poste. Il a rappelé que ce service contribue largement à tisser du lien social entre les citoyens. Il favorise notre capacité à communiquer avec les autres, il accueille l'épargne populaire C'est aussi la boîte postale pour les associations et les entreprises. Ce service de proximité est irremplaçable pour les plus démunis, qui gèrent au plus près, sur leur compte, leurs quelques ressources.



Les Conseillers généraux ont dénoncé l'absence totale de dialogue dans l'application du plan de restructuration des bureaux en Loire-Atlantique. Ils ont fortement critiqué les choix en matière de services et de lieux d'implantation. Ces choix, dictés par des directives européennes, privilégient la seule rentabilité financière au mépris de cette rentabilité sociale chère aux usagers qui caractérisait le service public à la française.



Michèle PICAUD dénonce une décentralisation piège à c...

Pour Michèle PICAUD, la séance du Conseil régional du 14 décembre a été notamment l'occasion de donner des exemples concrets des effets dévastateurs attendus de la décentralisation RAFFARIN sur les finances de la Région de Pays de la Loire. Que ce soit l'investissement dans les lycées, du fonctionnement de la Formation Professionnelle, du transfert des personnels non enseignants de l'Education nationale ou du transport ferroviaire... " nous héritons de secteurs souvent sinistrés ou pour lesquels l'état a été incapable d'assurer la mise à niveau alors que les attentes des citoyens sont fortes ... La réalité montre que l'évaluation des charges transférées est largement sous-estimée et ne tient pas compte des remises à niveau nécessaires ". Dans ce contexte, les élu-e-s communistes appellent le gouvernement à prendre ses responsabilités et proposent que s'engage un vrai débat pour une vraie décentralisation. Il n'est pas trop tard.

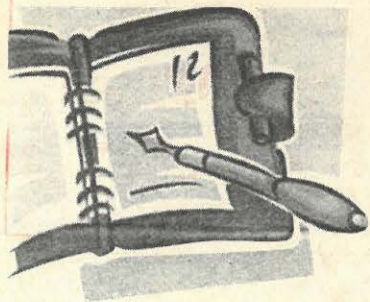
Gilles BONTEMPS : " si ce n'est toi, c'est donc ta sœur ! "

C'est " époustoufflé " par l'hypocrisie d'une droite régionale qui veut faire oublier que c'est sa sœur jumelle qui prend les décisions à Paris que Gilles BONTEMPS est intervenu pour mettre les points sur les i.

" Qui fixe le cadre d'action de la SNCF sinon l'Etat ? Qui décide que RFF doit augmenter les redevances de circulation ?...Pour les Pays de la Loire cela représentera 1,4 millions d'euros à déboursier pour l'année... " demande le Conseiller régional avant d'interpeller vivement Madame REVEILLERE qui affirmait la main sur le cœur que concernant le transfert des formations sanitaires et sociales " on n'avait pas les éléments ". Après lui avoir rappelé qu'elle siégeait dans la même commission qu'un certain Philippe CHEVREUL mandaté par le gouvernement sur le transfert des formations sanitaires et sociales, il s'étonnait d'un tel manque de communication avec un collègue du même bord politique assis tout près d'elle sur les bancs de l'Assemblée. L'orateur stigmatisait ensuite alors le manque de courage d'une droite qui ne veut pas assumer ses choix. " La réalité, c'est que le gouvernement, que vous représentez, a fait un certain nombre de choix qui sont des choix d'abandons de ses missions de services publics, de transferts des charges sur les régions. C'est à ces choix désastreux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Je crois qu'il faut être raisonnable et accepter d'assumer devant tout le monde, les politiques que vous défendez. "

Ça se passe chez nous

L'agenda



Lundi 17 janvier :
18h30

Conseil départemental

Vendredi 21 janvier :
11h00

Conférence de presse de l'ADECR à la Fédération du PCF

Jeudi 27 janvier :
20h30

FORUM-DEBAT
Constitution européenne
Maison du Peuple
Saint-Nazaire

Samedi 29 janvier :
10h00

Inauguration
de la Nouvelle formule
du journal NLA
et du site internet
PCF44.com
à la Fédération du PCF
41 rue des Olivettes -Nantes

Vendredi 4 février :
19h00

Banquet départemental
de la Fédération du
PCF salle de l'Estuaire
à Couëron

Mardi 8 février :
20h00

REUNION-DEBAT
Constitution européenne
salle Hippolyte
Derouet - Les Sorinières

Résultat de notre jeu " la vigne et le vin "

Vous avez été nombreux, cette année encore, à jouer à notre jeu de fin d'année " La vigne et le vin ". Parmi les nombreuses réponses qui nous sont parvenues, nous enregistrons évidemment celles de candidats perspicaces ou connaisseurs qui ont su faire la différence, entre une gamine, une fillette ou une pitchoune quand on parlait de bouteille de vin, et qui ont répondu correctement à l'ensemble des questions que nous avons sélectionnées. Afin que vous puissiez comparer notre grille de réponses à la votre, voici les cases qu'il fallait cocher pour espérer gagner un des nombreux lots que nous avons retenus pour vous. Si vous êtes de la liste des gagnants, nous vous proposons de venir retirer votre lot à la Fédération du Parti Communiste, 41 rue des Olivettes à Nantes.

Question N° 1 :

Comment appelle t'on la 1/2 bouteille de vin ?

- a) la gamine
b) la pitchoune
c) la fillette

Question N° 2 :

Comment s'appelle le jus extrait du raisin avant la fermentation ?

- a) le moût
b) le sirop
c) le pur jus

Question N° 3 :

Quel est le cépage dominant dans le Médoc ?

- a) le Pinot noir
b) le Cabernet sauvignon
c) le Merlot

Question N° 4 :

Quel est le bois le plus utilisé pour la fabrication des barriques ?

- a) le chêne
b) le châtaignier
c) l'acacia

Question N° 5 :

Le Brouilly est un cru de

- a) Bourgogne ?
b) Beaujolais ?
c) Bordelais ?

Question N° 6 :

Le Blanc de Blancs est un champagne

- a) sans bulle ?
b) dont la robe est extrêmement claire ?
c) réalisé exclusivement à partir de cépages blancs ?

Question N° 7 :

Quel est le nom d'un célèbre verre à dégustation agréé par l'INAO ?

- a) le redoutable
b) l'impitoyable
c) l'infailible

Question N° 8 :

Quel est l'autre nom du Tokay d'Alsace ?

- a) Chasselas
b) Pinot gris
c) Pinot blanc

Question N° 9 :

Qu'ajoute t'on au jus de raisin pour éviter de tourner au vinaigre ?

- a) du sucre
b) de l'eau
c) du soufre

Question N° 10 :

Chassez l'intrus

- a) Riesling
b) Muscadet
c) Bourgogne aligoté
d) Gros Plant
e) Edelwicker

Pour une Europe démocratique, de paix et de progrès social
NON au traité constitutionnel

BANQUET DE LA FEDERATION
Vendredi 4 février 2005 à partir de 19h
Salle de l'Estuaire à COUERON

PCF

Parti communiste français
Loire -Atlantique

avec animation musicale

Avec la participation de Fabienne Pourre membre de la direction nationale du Parti Communiste Français
Retenez dès maintenant votre place en vous inscrivant auprès de la section du PCF de votre localité ou à la Fédération 41 rue des Olivettes à Nantes Tel 02 40 35 03 00

**Le menu
est au prix
de 15€
par personne
muscadet
et vin rouge
compris**

Apéritif
Salade de crabe à la russe
Terrine du chef
Dos de saumon grillé au beurre blanc
Julienne de légumes
Assiette de fromage sur lit de salade
Délice de l'écureuil
Café et petit chocolat